à reprendre leurs anciens employés qui se sont enrôlés dans l'armée. D'autre part, je tiens à dire au ministre du Travail (M. Mitchell) que cette question a été soulevée l'an dernier au cours des délibérations du comité parlementaire spécial des pensions, et que la plupart des membres de ce comité ont jugé que la proposition n'était pas pratique, bien que désirable, et c'est pourquoi le comité n'a fait aucune recommandation. Nous avons longuement étudié la question, mais nous n'avons fait aucune recommandation. Nous ne pouvions voir la possibilité, bien que l'idée nous sourit, de contraindre l'industrie à réembaucher ses anciens employés à la conclusion de la guerre. On a fait valoir maintes objections. Tout désirable que soit l'objet envisagé, comme l'a fait remarquer le chef de l'opposition, il me paraît irréalisable. D'ailleurs, je me demande si l'application d'une pareille loi serait sanctionnée par les tribunaux.

Il me semble qu'il faudra aborder toute la question d'une manière beaucoup plus large. Au lieu d'aviser aux moyens de faire réembaucher nos anciens combattants, consacrons toutes nos énergies à chercher le moyen de porter la production et les services de notre pays à leur maximum, puis de les rendre accessibles à la population. En ce faisant, nous n'aurions plus à nous occuper de chômage. Le chômage disparaîtra. Voilà, à mon sens, la seule solution.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 2^e fois et la Chambre, formée en comité sous la présidence de M. Vien, passe à la discussion des articles.)

Sur l'article 1^{er} (titre abrégé).

L'hon. M. HANSON: Monsieur le président, vu l'importance du bill à l'étude, je m'étonne que le ministre intéressé n'ait guère pris part au débat à l'occasion de la deuxième lecture. Je suppose qu'il exposera maintenant au comité ses idées sur le projet de loi, les résultats qu'il en attend, la portée qu'il lui semble avoir et les mesures supplémentaires qu'exigera la solution des problèmes qui se poseront.

L'hon. HUMPHREY MITCHELL (ministre du Travail): Monsieur le président, je m'étais proposé de porter la parole, mais lorsqu'on a mis aux voix la motion tendant à la deuxième lecture, je conversais avec le ministre des Services nationaux de guerre (M. Thorson), de sorte que je n'ai pas eu la chance de me lever.

J'apprécie hautement les opinions exprimées des deux côtés de la Chambre relativement au bill. Il est juste de dire que tous les partis à la Chambre en approuvent le principe. On n'a jamais prétendu que c'était une mesure de

réhabilitation, au sens large que nous attachons à ce mot. Ainsi qu'on l'a indiqué, le bill a été présenté surtout à la suite de la suggestion du chef de l'opposition concernant le décret du conseil adopté il y a environ un an.

L'hon. M. HANSON: A la condition que le décret soit abrogé.

L'hon. M. MITCHELL: Oui. Ainsi que je l'ai expliqué, ce projet de loi est calqué sur des lois de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. On pourrait sans doute affirmer avec justesse que ces pays ont jugé nécessaire de recourir à une telle mesure et qu'il ne s'agissait pas simplement d'un geste en l'air de leur part. Comme nous, ils ont pensé qu'elle était nécessaire afin d'imprimer une direction à l'industrie et d'aviser en général, aux moyens à prendre, à la conclusion de la guerre, relativement à la démobilisation des membres de nos forces combattantes.

Si l'honorable député de Cap-Breton-Sud veut bien examiner le bill attentivement, il y trouvera l'empreinte des syndicats ouvriers. On peut ajouter aussi qu'on y trouvera la marque du travail du comité spécial sur la démobilisation qui a siégé sous la présidence du ministre des Pensions et de la Santé nationale. De fait, le bill porte l'approbation de ce comité. Le conseil national d'embauchage de la main-d'œuvre, organisme qui représente patrons et salariés, de même que toutes les nuances d'opinion de ces groupes, a donné son approbation. Les représentants des syndicats industriels du pays ont fait de même. Le comité de coordination de la main-d'œuvre, qui concrétise le point de vue des divers services sur une loi de ce genre, a également emboîté le pas.

Le bill émane du ministère du Travail et non du ministère des Pensions et de la Santé nationale, parce que c'est le comité de coordination de la main-d'œuvre qui en a conçu l'idée et qui l'a soumise à l'approbation officielle des représentants des patrons et des ouvriers par l'entremise du conseil national d'embauchage de la main-d'œuvre.

Comme on a coutume de le faire lorsqu'il s'agit d'une loi comme celle-ci, les deux côtés de la Chambre ont envisagé la question sous un angle très large. C'est là, à mon sens, une manière d'agir sage et rationnelle à l'égard d'une loi ou d'un programme influant sur le sort des anciens combattants. Après tout, aucun parti politique au Canada n'est seul à vouloir aider les hommes dont le dévouement permet à notre Parlement de siéger ce soir.

Je le répète, je n'ai pas l'intention de parler longuement. Les divers aspects du bill seront